

# OpenStreetMap et gestion urbaine



**OpenStreetMap est un ensemble d'outils cartographiques libres, fort de plus de 620 000 contributeurs dans le monde, dont 10 000 en France. Suscitant un réel enthousiasme, tant auprès des professionnels que chez les adeptes de la cartographie en ligne, la solution OSM sera ici abordée sous un angle de gestion urbaine, entre possibilités techniques et apports qualitatifs. L'actualité d'OSM, et le récent changement de licence du projet, nous interdiront bien sûr d'éluder la réalité des enjeux néogéographiques modernes.**

Projet initié en juillet 2004 par Steve Coast à l'University College de Londres, OpenStreetMap est l'un des principaux moteurs du geoweb, ou néogéographie\* – avec Google Maps, Bing Maps et Yahoo!Maps – si l'on consent à les distinguer des Systèmes d'Information Géographique.

Le projet OSM se distingue toutefois significativement de ses *concurrents*, sur au moins deux points :

- Il est participatif. Ce sont des contributeurs qui font la carte. Un premier parallèle, bien triste mais que ne démentira pas Gaël Musquet\*, entre OSM et les méthodes de gestion urbaine, est qu'ils connaissent tous deux d'importantes phases de développement suite aux catastrophes.

- Il est palpable. La solution OSM ne se résume pas à une interface, aussi dynamique

soit-elle, mais propose bien des outils cartographiques, de la donnée utilisable.

Pour les sigistes\*, OpenStreetMap est une référence. Sans rentrer trop vite dans un comparatif, disons que l'ampleur du web 2.0 donne tout lieu aux différentes solutions du geoweb de s'exprimer et de se spécialiser (et parfois de décliner).

Un néophyte testant la carte d'OSM\* trouverait l'interface moins intuitive que Google Maps. Il ne devrait pourtant pas s'arrêter là, car comme disent les libristes\* : « *It's not Google Maps, it's Google on maps* ».

\* Nous parlons ici des grandes solutions géographiques proposées sur le web.

\* Président d'OSM France.

\* Utilisateurs de SIG (Systèmes d'Information Géographique).

\* <http://www.openstreetmap.org/>

\* Adeptes des logiciels libres.

Contrairement au monstre, OSM ne *communique* pas, mais prétend *informer*\*. Ainsi cette carte ne serait qu'un aperçu, une photographie des fonctionn-

c'est bien une véritable base de données qui est rendue disponible, et régulièrement mise à jour.

geoweb et les SIG. Soit un *crowdsourcing*\* réellement qualitatif.

Mais cette frontière, poreuse, est-elle enfin traversée ?

« OpenStreetMap est une base de données géographique libre et gratuite, constituée par des contributeurs volontaires »  
Gaël Musquet, président d'OSM France

alités d'OSM, ses éléments étant en fait aussi disponibles sous des formats géolocalisés.

Depuis avril 2006, tous les jeudis matin, à 1h du

La donnée est donc accessible via le téléchargement de tout ou partie de cette base de données, la consultation de différents sites dédiés\*, proposant divers formats, ou encore via des

outils Java, dont JOSM\*, capable d'extraire cette donnée.

En outre, OSM a son propre format de fichier, et un réseau organisé de collaborateurs.

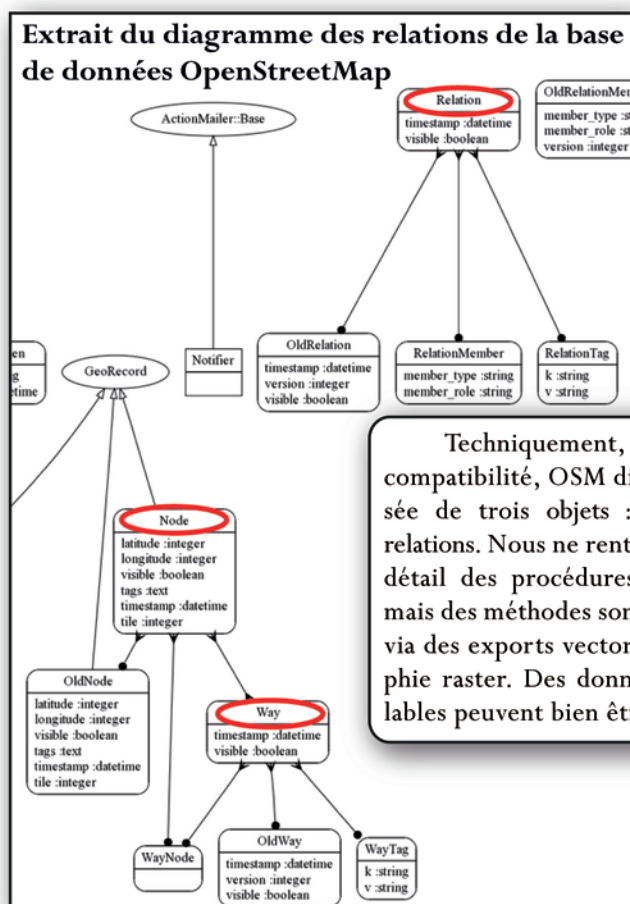
Cette question apparaît moins terminologique que véritablement pratique, notamment dans la course à la donnée entreprise par les sigistes et les gestionnaires.

## Fiabilité des cartes

Puisqu'il s'agit bien de gérer la cité, cela dans un contexte où la *donnée certifiée* est généralement payante – ou issue de partenariats supposant une certaine redevabilité – les professionnels ne peuvent éluder la question de la fiabilité des cartes.

Des auteurs se sont déjà penchés sur la question, comparant les cartes commerciales et celle d'OSM.

Sebsauvage\* (identité web), libriste et défenseur des libertés individuelles, régulièrement menacé de procès par des sociétés privées, se livre à une petite comparaison



Techniquement, et pour augmenter la compatibilité, OSM distribue une donnée composée de trois objets : les nodes, les ways et les relations. Nous ne rentrerons pas davantage dans le détail des procédures d'extraction de données, mais des méthodes sont proposées par JOSM\*, ou via des exports vectoriels à partir de la photographie raster. Des données géographiques manipulables peuvent bien être téléchargées.

C'est donc un ensemble de solutions, matérialisé par cette base de

matin, un fichier nommé planet.osm\* est mis à disposition par l'association. Pesant actuellement autour de 328 gigaoctets,

donnée hebdomadaire. En permettant à l'utilisateur d'avoir la main sur cette donnée, OSM réduit la frontière entre le

\* Dominique Wolton, « Informer n'est pas communiquer » : [http://www.dailymotion.com/video/xqTTY6\\_informer-n-est-pas-communiquer\\_tech](http://www.dailymotion.com/video/xqTTY6_informer-n-est-pas-communiquer_tech)  
 \* Les .osm sont des extensions au format créé par OSM, et contenant des données géographiques.  
 \* Cloudmade (<http://cloudmade.com/>) ou Geofabrik (<http://www.geofabrik.de/>) sont les plus connus.  
 \* JOSM (<http://josm.openstreetmap.de/>), outil éditeur d'OSM, est en réalité davantage destiné à l'intégration de nouvelles données.  
 \* Crowdsourcing : externalisation ouverte. Consiste à mettre en place un travail collaboratif, effectuant des tâches en parallèle, afin d'arriver à un objectif plus rapidement et à moindre coût.  
 \* <http://sebsauvage.net/>. Collaborateur, entre autres, du site <http://www.commentcamarche.net/>.  
 \* Data mining : fouille de données en vue d'extraction.



autour de la gare d'Erstein (Alsace)\*.



Soit une carte bien plus détaillée chez OSM : sens de circulation, pistes cyclables, accès piétons... Autant d'informations indispensables à qui veut lire le territoire. L'auteur tempère tout de même ses propos, en relevant quelques failles (l'appartenance muni-

ci- pale des rues, par exemple, plus géographique qu'administrative), mais de toute évidence les cartes commerciales souffrent d'importants défauts de mise à jour.

### La donnée certifiée (Existe-t-elle?)

Ors, c'est peut-être le caractère régulier des éventuelles mises à jour qui révèle la fiabilité des cartographies. En France, si l'IGN, via son site Géoportail\*, s'en

sort mieux que les grandes firmes – qui d'ailleurs renient de moins en moins l'opendata\* – OSM procure des mises à jour bien plus régulières. Le caractère participatif du projet n'y est sans doute pas pour rien.

D'autre part, via ses outils d'édition, il est possible de vérifier la datation et la provenance des modifications du projet. OSM n'évite donc pas la question des sources, souvent bien plus proches du territoire que les ingénieurs.

Le terme même de « projet », et l'humilité qu'il recouvre, admet plus volontiers que la carte n'est pas le territoire, mais seulement sa représentation. Soit une scientificité plus réelle qu'imposée. De même, en utilisant le SGBD libre Postgres\*, OSM ne fait



\* Les trucs qui m'énervent, « OpenStreetMap a le vent en poupe...et c'est tant mieux », 5 mars 2012 : <http://sebsauvage.net/rhaa/index.php?q=int%C3%A9ressantes>.  
\* Portail cartographique de l'IGN (<http://www.geoportail.gouv.fr/accueil>).  
\* Opendata : mouvement allant vers l'ouverture des données, généralement publiques, rendues accessibles et librement réutilisables.  
\* Système de Gestion de Bases de Données libre (<http://www.postgresql.fr/>).



pas l'impasse sur la transparence de ses données.

et ainsi calculé des itinéraires adéquates (et même

des données géographiques d'OSM.

## Interopérabilité entre entités communautaires et officielles

Pour toutes ces raisons, entre besoins techniques et moyens financiers, OpenStreetMap intéresse bien sûr les collectivités et les entreprises\*. Mais une autre

les seuls possibles !) pour les personnes à mobilité réduite. Autant de choses encore impossibles via les cartes proposées par les monstres.

Les grandes entités officielles n'ont pourtant pas toujours besoin d'augmenter leur précision vectorielle, auxquelles leurs professionnels peuvent pourvoir très efficacement.

### La carte interactive de l'agglomération brestoïse\*



valeur ajoutée d'OSM est l'apport qualitatif que la solution peut apporter aux SIG et aux gestionnaires.

En Allemagne, des contributeurs ont mesuré la hauteur de certains trottoirs

### L'exemple de Brest Métropole Océane (BMO)

La communauté d'agglomération brestoïse a largement compris ces apports, et dès 2005 commencé à enrichir son SIG

Il s'agit bien en revanche, d'augmenter la précision qualitative de l'information. En intégrant dans son portail cartographique\* (300 visiteurs par jour en moyenne en 2005) des données OSM, BMO a pu proposer à ses habitants

\* Les logiciels OSM sont sous licence GNU GPL, et les données en train de passer sous licence ODbL, systèmes posant peu de contraintes à la réutilisation des données (obligation de mentionner la source).

\* <http://applications002.brest-metropole-oceane.fr/VIPDU40/asp/HTDU401.aspx>



des informations quasiment inaccessibles ailleurs, sur les mobilités douces par exemple, ou sur les modifications les plus récentes de l'environnement urbain.

Et après tout, qui sont les utilisateurs de ces portails, si ce n'est des piétons ou des nouveaux usagers du territoire ?

Les monstres en effet, pourvoient suffisamment bien les informations à caractères commerciales, tout comme les GPS ou smartphones renseignent suffisamment bien les conducteurs ou amateurs de POI\*. Ce n'est que très peu le cas des places pour handicapés, des emplacements des conteneurs à déchets, des espaces verts ou aires de jeux à destination des familles par exemple.

La communauté d'agglomération a donc fait le choix OSM, soucieux d'apporter une lecture du territoire non pas seulement aux exégètes de la cartographie mondiale, ou aux ambitieux, mais bien aux habitants.

Cette précision qualitative de l'information trouve bien sûr aussi sa place dans la gestion des risques en milieu urbain.

## Et dans l'autre sens ?

En fournissant à OSM des jeux de données complets, BMO a enrichi rapidement la base de données OSM, et « donné des couleurs » au raster. Cela a d'ailleurs

précision, s'est encore révélé indispensable.

L'exemple de BMO, qui possédait déjà un SIG depuis 1993, peut quand même donner de l'espoir aux petites communes, avec moins de moyens mais



Illustration extrait du site « Le libriste »\*

été l'occasion de mettre en place de nouvelles méthodes d'intégration de données dans OSM, pour ne pas voiler les informations préalablement transmises par les contributeurs. La solution est passée par des méthodes d'intégration différenciée, en partie automatisées mais où l'humain, pour conserver la plus grande

qui peuvent commencer à réfléchir à la mise en oeuvre d'analyses territoriales à bas coûts.



\* Points d'intérêt, « Points Of Interest » en anglais.  
\* <http://www.le-libriste.fr/>



## L'exemple de Plouarzel

Sans doute impulsé par l'EPCI de Brest, la plus modeste ville de Plouarzel (3 505 habitants en 2009), a elle aussi fait le choix OpenStreetMap. Un enthousiasme commenté

**Openstreetmappeurs de Plouarzel, lors d'une cartopartie\***



par Marie Catherine Mouchot, adjointe au Maire en charge de l'urbanisme, lors d'un entretien – un peu promotionnel – avec Michel Briand, élu municipal à Brest (Agoravox\*) :

**Michel Briand :** La commune de Plouarzel utilise aujourd'hui OpenStreetMap pour ses cartes. D'où est venu ce choix de cartes ouvertes ?

**Marie Catherine Mouchot :** Le besoin est venu d'une

part, de la nécessité de refaire, à moindre coût, une carte devenue obsolète mais aussi d'avoir un outil informatique cartographique libre. L'absence de services techniques spécialisés dans la commune rend

particulièrement intéressants les outils collaboratifs, car ils permettent de profiter des compétences et de la disponibilité de toutes les personnes intéressées. De plus, la carte libre peut être largement utilisée pour différents supports de communication, tant pour la commune que pour les professionnels ou les particuliers.

**M.B. :** Comment avez-vous fait pour établir ces cartes ?

**M.C.M. :** Pour le réseau routier et les bâtiments, nous avons utilisé la base cartographique du cadastre que nous avons corrigée ou complétée lorsque cela était nécessaire.

Pour les autres éléments, tels que le petit patrimoine historique et culturel, nous avons utilisé des relevés par GPS sur le terrain. Ces relevés ont été faits par des volontaires de la commune lors de 2 "cartoparties\*". Les GPS ont été prêtés par le Pays de Brest et ont permis de relever, en peu de temps, de très nombreux points singuliers : croix, menhir, fours à goémon, arrêts de bus, ralentisseurs, blockhaus...

\* Cartopartie : réunion de professionnels et d'amateurs cherchant à cartographier la plus grande zone possible en un minimum de temps.

\* <http://www.agoravox.fr/actualites/info-locale/article/plouarzel-une-commune-qui-utilise-74877>





Michel Briand

Le centre multimédia de Plouarzel a ensuite servi de quartier général pour la saisie des points relevés sur le terrain et leur intégration dans la carte au travers d'un logiciel spécifique (Josm).

La mise à jour des cartes sur le site internet se fait ensuite automatiquement sur la base mondiale dans un délai de quelques minutes à quelques heures.

### **M.B. : Comment les utilisez-vous aujourd'hui ?**

**M.C.M. :** Tout d'abord, la carte n'est jamais finie ! Même si en l'état actuel, nous la considérons assez complète pour envisager de l'utiliser pour nos supports imprimés, cartes, affichage, nous continuons à y intégrer de nouveaux éléments.

En ce qui concerne les descriptions des éléments de la carte, nous avons commencé à saisir des informations en breton et nous souhaitons également y faire figurer des données en anglais pour les touristes.

La carte est naturellement intégrée à notre site internet

pour localiser la commune, et elle est devenue l'outil de référence de l'Office municipal de Tourisme.

### **M.B. : Est-ce qu'il y a des projets qui découlent de cet esprit de cartes ouvertes ?**

**M.C.M. :** La carte est le support de la réalité de notre environnement. À ce titre, elle est naturellement un maillon de très nombreux projets.

Nous développons actuellement, en collaboration avec les élèves-ingénieurs de Télécom Bretagne, des modules permettant de réaliser une carte imprimable de bonne qualité et de produire des cartes thématiques.

Ces cartes thématiques permettront de visualiser des événements éphémères (comme des circuits sportifs) et de mettre en valeur des éléments très spécifiques du territoire qui ne peuvent apparaître sur une carte de portée mondiale (comme les fours à goëmons).

Ces programmes viendront compléter la liste des nombreux outils libres déjà associés à OSM.

### **M.B. : Est-ce que d'autres communes sont intéressées et quel conseil donneriez-vous à une commune ?**

**M.C.M. :** Chaque fois que le projet est présenté, il suscite de l'intérêt. Que ce soit à Paris, dans le cadre des Villes internet, ou lors de réunions au sein de notre communauté de communes, nous

rencontrons des personnes intéressées. Il s'agit d'ailleurs autant de simple citoyens que d'élus.

Nous espérons, qu'avant la fin de l'année, l'ensemble de notre communauté de communes sera cartographiée.

Je ne sais pas si je suis bien placée pour donner des conseils mais je crois que le plus simple est de prendre contact avec nous (ou avec d'autres cartographes dans d'autres communes) pour que nous puissions vous montrer le fonctionnement et les possibilités d'OSM.

L'aide de la communauté est particulièrement appréciable dans ce type de projet : elle permet de progresser rapidement en évitant les erreurs et les pertes de temps inutiles.

Les pionniers, comme Steven Le Roux qui nous a assistés lors de nos premiers pas de "cartographes libres", fournissent une aide particulièrement appréciable sur le forum français d'OSM. La mise en commun, au niveau du Pays de Brest de ressources comme les GPS, ou de fonctionnalités comme l'intégration automatique des bâtiments issus du cadastre, nous permet d'aller plus vite et de progresser ensemble de façon cohérente. [FIN]



Marie Catherine Mouchot



Décidément, l'outil gratuit OpenStreetMap a effectivement « le vent en poupe » chez les collectivités françaises, mais un peu comme les plans sociaux dans les grandes entreprises.

## Discutable

Cependant, entre changement de licence, utilisations commerciales et embauches de juristes, certaines questions peuvent encore être posées au sujet du projet OpenStreetMap.

Ci-dessous par exemple, un entretien reconstitué à partir d'une discussion issue du forum de GeoRezo\*.

**Georges Hinot (l'auteur)** : Puisque il s'agit bien de bénévolat et d'open-source, les entreprises et collectivités ne profitent-ils pas des passionnés, via OSM ?

**Robin (association Geo-Rezo.net)** : Bien sûr, mais n'oublions pas que ces derniers peuvent être aussi des contributeurs massifs (cf Brest Metropole ou en Angleterre).

**G.H.** : La transparence administrative d'OSM l'est-elle autant que celle de sa base de données ??

**Robin** : La base de donnée est aussi certaine que wikipédia peut l'être, je suppose...

**G.H.** : L'indépendance d'OSM est-elle assurée pour l'avenir, alors que des passionnés ont déjà commencé à travailler ?

**Robin** : Même question pour wikipédia je suppose ?

**G.H.** : J'aime beaucoup, je l'avoue, votre comparaison avec wikipedia (mais je ne l'aurais pas osé !). L'exemple de Brest Metropole Océane m'a laissé un peu dubitatif. Quantitativement, ils ont beaucoup contribué à OSM. Qualitativement, ils peuvent remercier OSM.

Mais ce n'est pas cela qui m'a rendu perplexe, mais plutôt des entretiens où des élus municipaux s'enterviewent mutuellement, paraissant faire la promotion d'OSM. Je les comprends bien sûr, moi-même j'en suis très content, mais ils ne semblent absolument pas complexer à l'idée de faire travailler les autres à leur place.

**Marc Léobet (Inspire by clouds\*)** : OSM est une association très active qui n'a plus besoin d'être mise en avant...

Les questions que vous pourriez vous poser à l'égard d'OSM sont, à mon humble avis,

- La pérennité : que ce passe-t-il si le ou les principaux contributeurs sur un territoire donné déménagent? Dans le monde associatif, on connaît ces difficiles transmissions du flambeau et l'enjeu de la continuité des données dans la gestion urbaine en fait un élément de fragilité pour la collectivité. Celle-ci doit donc conserver une production autonome, mais les décideurs peuvent choisir de couper dans ces coûts-là. C'est, en tout cas, une crainte des services géomatiques des collectivités engagés dans l'Open data (cf. table ronde Open data des dernières Rencontres SIG la Lettre).

Je ne suis pas un chaud supporteur de la licence ODBL, que je trouve moins libre que la licence ouverte. Les conditions de réutilisation dans un contexte d'enrichissement des données ne me semblent pas bien claires sur le plan opérationnel, et je ne suis pourtant pas



\* <http://georezo.net/>

\* <http://georezo.net/blog/inspire/>



totallement ignorant sur le sujet. Il y a encore de la pédagogie à faire.

- La transparence sur la qualité. Je sais que la notion de qualité externe d'une base de données géographique est tout à fait vague. Mais, s'il paraît qu'OSM dispose d'un cadre de contrôle de la qualité de ses données, je n'ai pas réussi à l'obtenir. C'est sans doute lié à la charge de travail de mes interlocuteurs, mais vous pourriez regarder cela

**G.H. :** d'autant qu'avec la multiplication des contributeurs massifs, le contrôle de la qualité des données sera de moins en moins anodin : qui est la source (pour de vrai !) ? quelles sont les sources de la source ? Pollution de la base avec des redondances (ou des complexités type usine à gaz) ? Favoritisme sur telle ou telle source ?.

**René-Luc D'Hont (géomaticien) :** Dans OpenStreetMap la qualité c'est la communauté, malgré tout il existe le Data Working Group\*. Mais c'est toujours la communauté locale qui est la garantie de la qualité des données. Sinon ce que l'on

pourrait reprocher à OSM, c'est ce que l'on irait chercher dans le produit d'une entreprise :

- Une méthodologie précise et connue.

- Un nombre de créateurs réduit, avec un rôle précis. Etc...

**G.H. :** N'y a-t-il réellement aucun intérêt financier pour les créateurs d'OSM ? J'ai cru comprendre que des juristes avait été récemment embauchés par OSM, pour travailler je crois sur la questions des licences. Quand j'entends « juriste », je pense aussi à ce Data Working Group.

**H e r e t i k 2 5 (www.partir-en-vtt.com) :** Pour avoir eu à faire au DWG, je peux dire que j'ai très gros doute sur leurs intentions. Sur l'exemple de l'ajout des bâtiments du cadastre, ce groupe c'est autoproclamé chef international. En effet, concernant l'ajout de ces données, ils obligent les utilisateurs à créer un double compte (ce qui après discussions ne règle aucun des problèmes cités par ce groupe). Qui a décidé ces nouvelles règles, comment, pourquoi ? Est-ce que ce groupe poss-

ède le droit (qui leur a donné ce droit ?) de créer ces règles et de les faire appliquer (en menaçant les utilisateurs de blocage du compte...) ? Beaucoup de questions non résolues.

La communauté française a déjà réfléchi à un mode opératoire pour l'intégration de ces données. Ce précédent risque de faire jurisprudence pour OSM et cela montre d'après moi qu'il y a des enjeux importants derrière cette base de données. Le système OSM semble passer du mode communautaire (hé oui on a besoin des fourmis...), ou les contributeurs locaux étaient garants des données, à un système oligarchique (maintenant, c'est le DWG qui dicte les lois car ça devient trop compliqué, il ya trop d'enjeux pour les fourmis ?). Ceci a été longuement débattu sur la liste OSM FR et vu la tournure que cela a pris, je ne contribue plus au projet car c'est le fondement même du projet qui a été remis en cause.

Derrière cet exemple d'import du bâti, la communauté française a essayé d'engager la discussion sur



\* Structure autorisée par OSM a géré les éventuels conflits juridiques sur les copyright et l'utilisation des données. Voir le wiki : [http://wiki.openstreetmap.org/wiki/Data\\_working\\_group](http://wiki.openstreetmap.org/wiki/Data_working_group)



la gouvernance (car c'est là la vraie question) et nos chers membres du DWG ont toujours esquivé la question et font passer les frenchies pour des « chieurs ». C'est un précédent important qu'il faudrait éclaircir, mais étant donné que personne ne souhaite monter au clash, je pense que nous allons nous faire « enfumer » et qu'un fork\* pourrait surgir.

Un fork est déjà apparu au passage de la licence ODbL\*. Les contributeurs n'ont je pense pas compris ce que ce changement de licence impliquait.

**René-Luc D'Hont (géomaticien) :**

OpenStreetMap existe et survie seulement par les dons. Aucuns des membres actifs de la fondation n'est payé pour leur travail sur OpenStreetMap, ni les membres du Data Working Group.

Concernant les juristes, oui la fondation via des dons a payé des personnes pour rédiger la licence ODbL de sorte qu'elle soit compatible avec l'ensemble des législations mondiales.

**G.H. :** Savez-vous pourquoi l'ancienne licence

posait problème ? Incompatibilité avec les autres législations, c'est-à-dire ? Je ne suis pas juriste, mais n'aurait-il pas suffi, pour rester dans l'esprit de départ, de poser un brevet puis de laisser les utilisateurs se débrouiller ? Question bête peut-être...



**René-Luc D'Hont :** Oui l'ancienne licence n'était pas reconnue dans certains pays comme pouvant s'appliquer à des données. Cela signifie que les données OSM n'étaient pas protégées dans certains pays et que donc les restrictions (les protections) de la licence ne s'appliquait pas dans ses pays.

Il a donc fallu créer une licence qui tienne compte des spécificités de chaque pays afin de protéger les données. C'est ainsi que la licence ODbL a été créée avant, bien avant, que la France et tout autre pays ne se décide à rédiger une licence ouverte. Concernant l'ODbL, elle a l'avantage d'avoir été rédigée pour pouvoir s'appli-

quer et être reconnu dans le monde entier.

**G.H. :** Ok merci, mais pourquoi, dans un cadre ouvert et où les données sont fournies par des contributeurs volontaires, une licence reste importante ? Savez-vous, de façon générale, d'où proviennent les dons que peut recevoir OSM ?

**René-Luc D'Hont :**

Pour garantir que les données restent sous la même licence par exemple ! Pour faire en sorte que les données restent dans son cadre de création. Comme pour les logiciels OpenSource, la licence est quelque chose d'important voir de primordial.

Pour les dons, principalement en provenance de particulier, mais il y a aussi des dons en matériel en provenance d'entreprise.

[FIN]



*La discussion, autant animée qu'intéressante, continue ici : <http://georezo.net/forum/viewtopic.php?pid=222266#p222266>*

\* Un fork est un projet informatique issu d'une scission avec un projet original. Le fork d'OSM dont parle Heretik25 est FOSM : <http://fosm.org/>

\* Open Database Licence : type de licence spécifique aux bases de données. Autorise l'exploitation publique et commerciale des données sous certaines conditions de maintien des copyrights.



## Inquiétudes

Soit encore bien des questions, aux réponses souvent confuses, ou plutôt – car les participants à cette discussion sont des experts reconnus – souvent partielles.

En effet, si les sachants ont très bien répondu au *comment*, ils ont été beaucoup moins précis sur le *pourquoi*.

contributeurs de leur secteur, etc... Soit une auto-gestion déjà existante, et une auto-régulation de la donnée déjà efficace.

Alors, encore une fois : Pourquoi ?

**Pourquoi**, dans un cadre communautaire, le besoin d'une instance de contrôle des données (le Data Working Group), par ailleurs quasi-injoignable\* ?

qu'est la *data*, la donnée.

Et ici peut-être est l'explication de ces récents changements de stratégie : OSM se protégerait-il ? OSM prévoirait-il la revente de la carte ? Le blocage de certaines fonctionnalités ? Sa mise à niveau avec les monstres ? Une concurrence ouverte et déclarée ?

## La nouvelle licence adoptée par OSM en 2012 n'est plus une licence libre

**Pourquoi**, en termes clairs et concis, pourquoi dans un cadre ouvert ce besoin vital d'encadrer juridiquement OSM ?

Attention, nous ne parlons plus ici de la fiabilité des données ou de l'encadrement technique : Les contributeurs de terrain sont sans doute les meilleurs garants de ces données, souvent déjà très fiables, et d'autres contributeurs peuvent éventuellement corriger les erreurs ou imprécisions.

D'autre part, on observe souvent chez ces contributeurs un réel souci scientifique, ainsi qu'un comportement protecteur, presque amoureux, envers la carte mais aussi envers le territoire : Ils vérifient leurs données. Ils améliorent leurs données. Ils revérifient leurs données. Ils suivent les modifications apportées à leur secteur. Ils connaissent les autres

**Pourquoi**, dans un cadre originellement sympathique, certains contributeurs cessent de participer ? Qu'advient-il de leurs données après ce changement de licence, ou après le passage de ce Data Working Group ?

**Pourquoi** cet encadrement pseudo-juridique, dont on connaît depuis longtemps l'inefficacité à protéger des contenus partagés sur le web ?

**Certes**, nous devinons parfaitement *pourquoi* les collectivités et entreprises s'intéressent autant à la solution OpenStreetMap, en font la promotion, ou s'érigent en généreux donateurs : Il s'agit bien là de réduction des coûts, d'acquisition rapide – et gratuite – de cet or alpha-numérique du 21<sup>ème</sup> siècle

Aujourd'hui, rien n'empêche OSM de bloquer l'accès à ses données, ou de changer autant de fois que nécessaire les termes de sa licence. Les premiers contributeurs ont-ils été consultés avant le passage à l'ODbL\* ? Rappelons qu'à l'échelle mondiale, car sur le web nous ne pouvons jauger les principes juridiques que de façon vague, l'ODbL, la nouvelle licence d'OSM, n'est pas considérée comme une licence libre !\*

**Plutôt** qu'une instance de contrôle interne – dont l'actualité nous prouve chaque jour la vacuité de ce type de structure – les internautes, les contributeurs et autres libristes, ou encore tous ceux attachés aux libertés individuelles, mériteraient peut-être une instance de contrôle externe du concept même de *communauté*.

\* Et dont certains membres sont parfois agressifs : <http://gis.19327.n5.nabble.com/Continued-aggression-against-French-contributors-cadastre-integration-td5731344.html>

\* Durant l'été 2012, un robot de migration a éliminé les données des contributeurs ayant refusé la nouvelle licence. La décision a cependant été très unilatérale, et le mode d'information très discuté. 1% seulement des données ont été éliminées.

\* Selon la Free Software Foundation (<http://www.fsf.org/>).



En effet, si les contributeurs volontaires avaient voulu que leurs données soient *protégées*, les auraient-ils partagés sur le web ? De toute évidence non, car ce n'était pas l'ambition qui les motivait, mais bien le sentiment d'appartenance à une communauté libre, ouverte et philanthrope, qu'animait seulement la connaissance du territoire, et souvent même, l'amour de leur territoire.

De plus, la licence d'origine suffisait déjà amplement à fournir une protection commerciales aux données. En 2010 par exemple, OSM a demandé à Google Maps de retirer de la data apparemment *malencontreusement* intégrée au portail de la firme. La chose s'était d'ailleurs déroulé sans même passer par la case justice, et avait été signalée par des contributeurs.

Certes, les conditions d'utilisation et de contribution sont très explicites, ou du moins autant que le billet d'information ayant circulé avant le passage à la nouvelle licence. Nous ne ferons donc pas perdre trop temps au lecteur en les résumant : **La donnée appartient bien à la fondation, et non aux contributeurs !** Gare alors, à celui qui oublierait de le mentionner dans ses publications, car OSM dispose maintenant de juristes de haut vol – rému-

nérés eux – et qui plus est, sait-on laissé dire à la rédaction, agressifs.

Ceci est d'autant plus surprenant, et osé, que depuis quelques temps et de plus en plus, OSM est davantage construit à partir des photos aériennes de Bing Maps qu'à partir de relevés GPS.

La stratégie d'OSM ressemble étrangement à celle adoptée par Pitney Bowes\* dans les années 2000, qui fournissait des solutions aux universités espérant voir les diplômés réclamer des licences commerciales à leurs employeurs. À la différence près que Pitney Bowes rémunérait ses développeurs...

Nous ne dirons donc plus « contributeur volontaire », mais « contributeur bénévole ». Car OSM passe bien les données fournies sous une licence lui permettant de faire valoir des droits sur la *data*.

Alors, à qui profite le crime ?

Le statut actuel d'OSM ne lui permet pas encore de gagner de l'argent. Mais cela n'augure rien de bon pour l'avenir, car il semble tout de même possible de passer d'une licence à l'autre avec une facilité déconcertante, d'autant que les contributeurs abandonnent tous

droits sur leurs productions, et ne doivent pas se faire leurrer par la possibilité de supprimer leurs données, au vu des différentes méthodes d'import/export de data\*.

Nous remarquons aussi que dans le jargon technique utilisé par OSM pour se justifier\*, est mentionné l'importance de faire valoir le nouveau système de protection des données aux États-Unis. Un marché à prendre ?

Quoi qu'il en soit, il est toujours bon d'avoir attendu l'arrivée des contributeurs massifs pour migrer vers cette nouvelle licence. Ils ne font pas partie, bien entendu, des quelques rares contributeurs ayant refusé l'ODbL et ayant vu leurs données supprimées. Un très bon timing pour OSM...

Quid de l'esprit originel du projet ? Un simple brevet et des contributeurs responsables n'auraient-ils pas suffi ?

Mais la course à la donnée continue, et un projet parallèle existe déjà\*. OpenStreetMap fournit toujours un service fortement apprécié par les professionnels et les gestionnaires, le débat reste donc ouvert, l'avenir incertain, et le concept de néogéographie aussi flou.

\* Multinationale éditrice du SIG MapInfo.

\* <http://openstreetmap.fr/openstreetmap-odbl>

\* Les données sont en effet régulièrement téléchargées sur différents sites, et grâce aux contributeurs massifs, peuvent se retrouver rapidement de nouveau dans OSM à l'insu du contributeur originel.

\* <http://fosm.org/>



## Néogéographie

En 2006, Di-Ann Eisnor voyait la néogéographie comme la mise à disposi-

*realm of traditional GIS, Geographic Information Systems.* »

D'autres auteurs, encore plus méfiants, traduisent le

que par l'évolution des outils eux-mêmes. Sans rentrer dans un débat terminologique, rappelons que les mouvements open-

« **neogeography...a diverse set of practices that operate outside, or alongside, or in the manner of, the practices of professional geographers...** » Di-Ann Eisnor, géographe

tion d'outils géographiques à des professionnels non-géographes. Toujours dans le sens d'une démocratisation des outils cartographiques, mais pour des utilisations simples. Andrew Turner commence aussi à évoquer l'émergen-

terme anglosaxon « neogeography » par « *amateurisme géographique* ». D'autres encore voient la néogéographie comme « *une géographie naïve\* dopée par le web 2.0* ».

source et opendata sont passés par là. Le geoweb et la néogéographie n'en sont alors que des évolutions techniques.

En effet, des cartes rasters tuilées au téléchargement de bases de données complètes, la définition de la néogéographie est peut-être la limite que chacun place entre le geoweb et les SIG.

*Georges HINOT*

### Sources non mentionnées :

- Introduction to Neogeography, Andrew Turner, 2006.

- Index des cartes OSM (non-exhaustif) : <http://fr.wikipedia.org/wiki/OpenStreetMap>

- Monde géonumérique, « La néogéographie est-elle soluble dans ESRF » : <http://mondegeonumerique.wordpress.com/2012/09/25/la-neogeographie-est-elle-soluble-dans-esri/>

- Géographie 2.0, « À quoi sert la néogéographie » : <http://geographie2point0.wordpress.com/2010/03/26/a-quoi-sert-la-neogeographie-introduction/>

- La collaboration entre Brest Métropole et le projet OSM, Géomatique Expert - N° 74 - Avril-Mai 2010 : [http://www.wiki-brest.net/images/9/97/Article\\_Geomatique\\_Expert\\_mai2010.pdf](http://www.wiki-brest.net/images/9/97/Article_Geomatique_Expert_mai2010.pdf)

- Gaël Musquet, présentation d'OSM pour Solutions Linux 2012, 11/07/2012, 8min33s : <http://www.youtube.com/watch?v=w6XQBn48-4o>

### The great dictator Google Earth version\*



ce de la géographie participative :

« *geographical techniques and tools (neogeography) used for personal activities or for utilization by a nonexpert group of users; not formal or analytical [...] Neogeography means "new geography" and consists of a set of techniques and tools that fall outside the*

De moins grogons, soutenus par les utilisations les plus récentes des outils néogéographiques, y voient la première expression populaire passant par la cartographie. Celle-ci étant auparavant un langage du pouvoir, devient le support de nouveaux points de vue.

Sans poser la naissance de Google Maps comme étant la naissance de la néogéographie, disons que depuis 2005, la définition de ce concept a chaque année évolué. Tant par la perception que les spécialistes et néophytes en avaient,

\* géographie naïve : géographie instinctive, innée. Tout individu utilisant quotidiennement des raisonnements géographiques naturels et logiques.

\* bsaglio2001, « The great dictator - Google Earth version ! », 26/06/2012, 1min50s (court pastiche du film) : [http://www.youtube.com/watch?v=4WcZXQsNA9c&feature=player\\_embedded](http://www.youtube.com/watch?v=4WcZXQsNA9c&feature=player_embedded)